

Bernard De Vos « Des signes avant-coureurs »

Educateur pendant des années, islamologue mais surtout Délégué général aux droits de l'enfant depuis 2008, Bernard De Vos a évidemment, comme tout le monde, été profondément choqué par l'attentat. Néanmoins, il n'estime pas qu'il s'agisse d'une date clé, pour laquelle il y aurait un avant et un après...

Vous n'avez pas été « surpris » par cet événement ?

On a tort de considérer qu'il s'agit d'un événement temporel.

Cela arrive aujourd'hui, mais les signes avant-coureurs étaient là depuis longtemps.

En France, il y a dix ans, il y a eu des émeutes incroyables. On a depuis laissé entendre que tout était réglé. Mais on oublie de dire que pour éviter que des gamins ne continuent à jeter des lave-vaisselle par la fenêtre à la tête des flics, il a fallu qu'on fasse venir des imams dans les quartiers. C'est donc en faisant appel à des religieux qu'on a eu la paix dans les quartiers... Dès ce moment, on savait qu'on était mal parti. Alors, aujourd'hui, on parle beaucoup de ces jeunes qui partent combattre. Moi, ce qui m'inquiète le plus, ce n'est pas encore que ceux-là partent mais bien que de plus en plus de gens n'ont pas de regard critique par rapport à cela et, au contraire, se reconnaissent là-dedans ! Les jeunes qui partent là-bas vont guérir les frustrations de ceux qui restent ici.

Vous êtes pessimiste pour l'avenir des jeunes...

Ce que je peux dire, c'est que cela fait au moins 20 ans que je tiens le même discours, bien avant d'être Délégué général. Quel que soit le niveau d'intégration de ces jeunes qui vivent dans les quartiers populaires, qu'ils parlent la langue du pays, qu'ils aient intégré les codes vestimentaires, un mode de vie occidental et même qu'ils fassent de bonnes études, ils sont en permanence renvoyés à leur étrangeté. A l'école, sur le marché de l'emploi... Bruxelles est un petit apartheid : pas grand-chose ne rassemble les jeunes qui vivent dans les quartiers favorisés et ceux qui sont dans les zones plus défavorisées. Les frustrations de ces jeunes sont énormes. Je ne vais pas me faire oiseau de mauvais augure, mais cela fait longtemps que je dis qu'on ne peut pas vivre comme cela. Donc oui, je suis pessimiste dans le sens où même avec l'autorité qui m'est conférée, je n'arrive pas à faire bouger les lignes.

L'attentat ne peut-il pas susciter une prise de conscience ?

On connaît les événements dramatiques qui font évoluer les politiques, mais on sait aussi qu'en général, elles évoluent mal : trop en fonction de l'émotion. Je souhaite bien entendu que ce soit un signe et que l'on prenne la situation en considération, mais surtout qu'on ne se presse pas. Qu'on ne surfe pas sur l'émotion populaire pour

prendre des mesures rapidement. Qui vont toujours vers plus de sécuritaire.

Depuis des années, il y a de plus en plus de gamins pour lesquels on investit des moyens contre eux, à prétention sécuritaire, et pour lesquels on n'a plus aucune prétention éducative. On les fait jouer au foot. C'est terrible : on va occuper ton temps pour que tu n'occupes pas l'espace public de façon désordonnée. On a peur du temps libre, peur qu'ils traînent en rue. On n'imagine pas un instant qu'ils puissent faire quelque chose de positif.

Chez les jeunes, l'attentat risque donc d'encore nourrir des visions du monde opposées ?

C'est déjà le cas. Le problème, c'est qu'on en est arrivé là ! A force d'avoir des politiques différentes pour les uns et pour les autres. On a convenu que certains jeunes étaient éducatifs et on a mis tout ce qu'on avait de mieux à leur disposition : les meilleures écoles, les meilleurs enseignants, les activités de loi-

sirs de la meilleure qualité... Et, à l'inverse, on a mis en place des politiques sécuritaires : je préviens ta délinquance et je punis ta délinquance. On devrait avoir une seule politique vraiment généreuse, vraiment humaine. Il ne s'agit donc pas juste de cours de philosophie communs... A quoi ça sert d'imaginer un cours commun en termes de réflexion alors que tout divise les jeunes ailleurs !

Aucun espoir donc, aucune solution ?

En réalité, il y a peut-être une chose qui rassemble les jeunes aujourd'hui, c'est leur manque de confiance dans la démocratie représentative et une sorte de conscience immanente de la justice et de l'injustice. Aucun jeune n'est prêt à accepter encore longtemps les injustices. Je crois que même ceux qui ne vivent pas ces inégalités en souffrent. Mais il faut permettre à ces gamins d'exprimer cela, leur demander leur avis, les associer. ■

**Propos recueillis par
ELODIE BLOGIE**